

Les indignés grecs : Mouvement radical ou consolidation d'un vide de pouvoir ?

Thersite

Depuis le 25 mai 2011, les places centrales de toutes les villes de Grèce, et notamment celle de la Constitution à Athènes face au Parlement (désormais connue sous son nom grec de *Syntagma*), semblent retrouver la signification qu'elles avaient quasiment perdue depuis vingt ans, celle d'un espace de socialisation, d'échange d'idées et de discussions de toutes sortes. L'auteur de cet article se rappelle des places – et aussi des rues et des quartiers – des villes grecques comme de lieux de rencontre, où se nouent des amitiés, et plus généralement, de réaffirmation de l'appartenance à la communauté.

Cependant, ce mouvement de réappropriation des places a lieu à un moment où le pays se trouve, littéralement, en état de siège. Les accords passés il y a un an avec la fameuse troïka FMI-BCE-Commission européenne, prévoient, entre autres, la concession de la souveraineté nationale en cas d'insolvabilité. Le pillage de toutes les richesses du pays est légitimé, pour la première fois de son histoire, par un accord officiel de son propre gouvernement. L'état psychologique engendré par une telle situation est aussi renforcé par le discours politique dominant émis par les médias grecs et européens, qui vise à culpabiliser les « paresseux » grecs, désignés comme seuls responsables de tous leurs maux.

Digression historique

Depuis la fin de la dictature en 1974, le régime grec de démocratie représentative a fonctionné presque exclusivement sur le mode du clientélisme et du gain politique. Les politiciens et la plus grande part de la population (des classes dominantes à la petite bourgeoisie) se sont entendus afin de s'enrichir via trois sources principales : les fonds

de l'État, les diverses subventions européennes et la surexploitation des immigrés. Surtout après l'adhésion à la Communauté européenne en 1981, le délabrement de la production agricole et industrielle a conduit à une économie dépendante des commandes publiques, des services (tourisme) et du bâtiment et surtout, à une économie et à une consommation à crédit. D'un autre côté, une part importante du PIB grec – jusqu'à 30% – est constituée de l'économie parallèle, de la fraude fiscale et des activités illégales (drogue). Parallèlement, il y a eu une vague importante de luttes ouvrières et sociales depuis les années 1960, qui a connu son apogée entre 1974 et 1981, moment où la social-démocratie a entrepris d'apaiser les tensions sociales. Cette situation a abouti à un syndicalisme discrédité et bureaucratisé, à une gauche cantonnée à des luttes revendicatives et à un discours sensiblement atténué, et à un mouvement anarchiste qui, après la fin de ses « quatre-vingt glorieuses » et jusqu'à décembre 2008, est resté confiné à ses squats et à son milieu traditionnel.

L'évolution de la société grecque a donc été comparable à celle des sociétés occidentales après la fin des années 1960. Le recul du mouvement social, combiné à l'amélioration considérable du niveau de vie a conduit à la privatisation de l'individu, au désintérêt pour la chose

publique, et aussi à une convergence vers les idées centristes. La majorité de la société grecque avait irrévocablement souscrit à l'idée que la plupart des projets politiques, hormis les « utopies » de l'extrême gauche et de l'anarchie, ne pouvaient que converger sur les questions politiques majeures. Un mélange de démocratie représentative, de libéralisme, de consumérisme, de bureaucratisation mâtiné d'un peu de protectionnisme constitua l'horizon indépassable. Les rares tensions sociales étaient facilement gérées par l'oligarchie politico-bureaucratique dominante, grâce surtout à l'abondance matérielle relative qu'assurait l'économie parasitaire grecque.

Cependant, cette convergence de la société grecque vers le « centre » a aussi intégré un nouveau discours patriotique-national. D'un côté, la gauche grecque – le PC et la composante principale de la gauche réformiste, *Synaspismos* – est passée de références abstraites au « peuple », à la patrie, aux glorieuses luttes « patriotiques » (la résistance contre les nazis...), à la politique « nationale » extérieure, aux questions « nationales » comme les relations avec la Turquie, etc. Cette tendance a été renforcée par la puissance relative de l'économie grecque dans la région balkanique et son expansion vers les pays voisins. Ainsi s'est formée une sorte de nouveau « tissu national », dont l'idéologie est essentiellement cristallisée et exprimée par le PASOK (le PS grec), qui embrasse les couches moyennes – fonctionnaires, professions libérales, cadres, patrons de PME – et une part considérable des travailleurs, et qui s'en prend à la fois aux immigrés et aux infimes minorités contestataires de la société.

Cette tendance comprend deux composantes majeures qui s'enchevêtrent. D'un côté, l'illusion d'une unité nationale, enfin acquise après une longue

1 Les conflits civils n'ont jamais manqué de l'histoire du peuple grec. Deux ans après le début de la guerre de libération commence la première guerre civile entre les bourgeois (commerçants et armateurs) et l'oligarchie. Entre 1914-1917, il y eut « division nationale » quand le roi voulait la neutralité et les bourgeois l'alliance avec l'Entente. Durant cette période, le pays avait deux gouvernements. La guerre civile de 1946-49 entre communistes et régime établi a approfondi une longue histoire de divisions de la société grecque, qui font que l'union reste inachevée.

histoire de divisions et deux guerres civiles¹ et qui se fraierait un chemin vers la croissance économique, l'abondance matérielle et une relative puissance politique au sein de l'Europe. De l'autre côté, l'idée implicite que le peuple grec, depuis toujours sous tutelle des grandes puissances (Grande-Bretagne, France, Allemagne jusqu'aux années 1950, États-Unis depuis), exploité, dupé, méprisé, deviendrait enfin un peuple relativement puissant à respecter et à prendre au sérieux.

Le contexte général

La crise financière mondiale a d'abord suscité chez les Grecs une réaction de quasi-dénégation. Elle n'était qu'un problème des « autres », de leur capitalisme avare. La Grèce était protégée, le « toit » de l'UE était solide et rassurant. Bien que le niveau de vie ait sensiblement baissé et que les problèmes soient évidents – chômage et précarité pour les jeunes, 20 % de la population déjà sous le seuil de pauvreté, une forte inflation, etc. – et malgré un sentiment répandu de quasi-indignation, le peuple grec n'a pas voulu regarder la réalité en face. Cette attitude n'a été abandonnée qu'à la moitié de 2010 quand il est devenu évident, surtout pour les jeunes, que le libéralisme ne tiendrait pas ses promesses. La mobilisation de la société à une plus grande échelle a commencé à faire ses premiers pas et s'est orientée vers des revendications à peine réformatrices, qui ne visent qu'à prolonger un peu la prospérité dans une perspective de précarité évidente et inévitable.

La mobilisation, faible au début, a été renforcée par les soulèvements arabes. Ceux-ci ont fait croire aux Grecs qu'un soulèvement spontané de la société « tout entière », qu'un « tous ensemble » pourrait chasser toute cette caste de

corrompus qui les condamne à la misère. Quelques jours avant la grève générale du 23 février 2011, la gauche réformatrice lance l'idée : après la manifestation, « restons sur *Syntagma* ». La veille, son personnage emblématique (Alavanos) incite le peuple à faire de la place Syntagma une « place Tahrir », afin de faire partir le gouvernement Papandreou. La tentative, relayée surtout par les blogs et les réseaux sociaux comme Facebook, est restée sans suite. Pourtant, dix jours après le premier rassemblement des Espagnols sur la Puerta del Sol à Madrid, les « indignés » grecs se rassemblent sur la place Syntagma, suite à un appel anonyme via Facebook d'un groupe qui se présente comme non-partisan. Cette fois, des milliers de Grecs se retrouvent sur la place, discutent, chahutent et gesticulent devant le parlement, chantent, dansent, mangent, boivent, rient... Dans une ambiance festive, qui a duré jusqu'à la fin du mouvement, les « indignés » grecs se divisent en deux parties, ceux du « haut » de la place (plus près du Parlement) et ceux du « bas ». En « haut » se trouvent les indignés d'extrême droite, qui ne s'avouent pas comme tels mais qui brandissent des drapeaux nationaux ; en « bas » se trouvent les autres, centristes, gauchistes, radicaux, mais qui, eux aussi, cachent leur identité politique et se déclarent tous comme « des citoyens » qui veulent faire partir le gouvernement et la troïka, « prendre leur vie en main », restaurer la liberté, la dignité, la justice et établir la démocratie directe...

Sociologiquement, le mouvement est assez hétérogène. On y trouve des employés, des précaires, des chômeurs, des étudiants, des libéraux, des patrons de PME, des retraités et quelques ouvriers. La plupart des gens sont des jeunes issus des couches moyennes. Diplômés et ambitieux, ils se sont retrouvés smicards, précaires ou

chômeurs. Les quinquagénaires, perçus comme issus de la génération la plus responsable de la situation actuelle, sont très peu présents. Les immigrés et les marginaux sont absents.

Dès le début, le mouvement se déclare non partisan. On peut y participer à condition de n'y représenter que soi-même. Les assemblées populaires ont lieu presque tous les soirs. La parole est accordée après tirage au sort. L'assemblée vote des résolutions à la majorité [qualifiée] et sous forme de décisions « du peuple » adressées, le plus souvent, au gouvernement ou à la troïka. Elle prend également des décisions concernant l'organisation et les actions à mener. À cet effet, plusieurs commissions sont formées : politique, économie, solidarité sociale, mais aussi, service d'ordre, de propreté, de communication, de support technologique etc. Les revendications sont variables. Le mouvement met en avant à la fois l'abolition des accords avec la troïka, la sortie de l'euro et de l'UE, la nationalisation des banques, le contrôle démocratique sur la production, la suppression de la dette, le changement radical de la société, le changement des mentalités, une Assemblée nationale constituante pour la modification de la Constitution, le changement de régime ; chacun pouvait s'y reconnaître².

2 Sur l'ambivalence des revendications du mouvement des « indignés » en Europe, voir : <http://www.magnaweb.fr/spip/spip.php?article500>

3 Son rôle a été énigmatique. Elle n'a pas parlé de législatives et elle a contribué à ce que le mouvement se limite à l'opposition contre le « Programme à Moyen Terme ». Depuis le printemps on parlait de la possibilité d'élections législatives en automne et d'un éventuel gouvernement de coalition. Il est donc possible qu'elle soit « attentiste », qu'elle ait essayé de se construire une alliance sociale plus étendue afin d'aspirer ultérieurement au pouvoir.

Quelle démocratie directe ?

Il semble pourtant que l'essentiel se trouve dans ce que les revendications de ce mouvement impliquent. Et d'abord dans les questions posées par la revendication centrale : malgré tout ce qui a été dit sur la sortie de l'euro et de l'UE, ou même sur le renversement du régime, le but premier a été d'empêcher le vote du paquet de nouvelles mesures d'austérité, appelé « Programme de moyen terme » (prévu pour le 15 juin et finalement adopté le 29). Il s'est donc agi d'un mouvement-veto. Il s'est articulé sur la base d'oppositions, de négations et de « rejets » et non pas sur une base de propositions, de prises de position. Il semble que l'expression politique d'un état d'esprit comme celui de l'« indignation » est précisément cela. Le rejet, la négation non seulement de ces politiciens corrompus, mais du parlementarisme et de la politique en général. Ainsi, et malgré le rôle majeur qu'a joué la gauche réformatrice³, ce mouvement n'a pas demandé des élections législatives. Vu qu'une sortie ultérieure de l'euro est inévitable, un nouveau gouvernement pourrait très bien l'effectuer avant la liquidation des ressources naturelles du pays et l'augmentation de la dette. Tous les accords avec la troïka seraient abolis à travers une décision souveraine du peuple qui ne saurait être remise en question par la communauté internationale.

Les législatives seraient bien sûr en contradiction avec la revendication de démocratie directe, curieusement mise en avant dès le début par le mouvement. Pourtant, tout en mettant en avant la démocratie directe, le mouvement continuait à s'adresser aux dominants et à avancer des revendications réformatrices. En outre, il y a eu plusieurs questions liées à la démocratie directe qu'il a

laissées dans l'ombre: Il n'a pas abordé la question de la séparation de l'Église et de l'État (question très délicate pour le peuple grec), ni celle de l'égalité des revenus. De façon générale, il s'est cantonné au politique, en évitant d'étendre les discussions au domaine économique ou à tous les aspects de la vie sociale. Par ailleurs, un mouvement qui vise à instaurer la démocratie directe incarne ses aspirations par des actes concrets: des actions comme des occupations des lieux de travail et des universités seraient indispensables afin de se battre contre le pouvoir en place.

D'autres aspects problématiques du mouvement renforcent nos réticences sur sa mise en avant de la démocratie directe. Le manque d'attachement aux obligations qui découlent des décisions d'une assemblée générale en est un. Les gens ont manqué d'engagement et de responsabilité face aux décisions de l'assemblée générale, tout en montrant de l'intérêt et de l'attention pour le déroulement de la procédure en tant que telle. Outre le fait qu'au niveau des actions concrètes peu de choses ont été décidées (le blocage du Parlement lors des trois journées de grève serait la plus importante d'entre elles), l'application des décisions ne semble pas avoir sérieusement préoccupé les participants, laissant subsister pour l'essentiel la logique de la concession⁴. Il semble donc que la culture politique dominante et le type anthropologique corrélatif persistaient. On peut facilement parler de démocratie directe sans être amenés à assumer nos responsabilités et/ou nos erreurs⁵, sans comprendre qu'elle implique notre investissement personnel et notre participation active. La démocratie directe a donc été réduite à un outil, à une simple procédure de prise de décisions dans l'Assemblée populaire. Selon quelques participants, la jeunesse de Syntagma n'a fait, en gros, que répéter

ce dont elle avait déjà l'expérience depuis les amphithéâtres des universités. Peut-être cela explique-t-il pourquoi la question de l'extension de la démocratie directe à la production et l'économie en général a été repoussée par les gens et pourquoi ce mouvement n'a pas du tout parlé d'autonomie.

Qui plus est, le mouvement n'a cessé de mettre en avant la souveraineté populaire et l'indépendance comme revendications radicales propres à fédérer le peuple, et qui seraient accomplies après l'abolition de l'accord avec la troïka, la sortie de l'euro, l'abolition du régime politique actuel et l'instauration d'un autre régime qui, lui, serait « basé sur » la démocratie directe; en gros la démocratie directe serait le cadre de déroulement des procédures qui donneraient naissance à ce nouveau régime. Outre le fait qu'on a souvent entendu des gens parler d'une Assemblée nationale constituante, l'assemblée populaire a décidé d'organiser en septembre un contre-référendum en réponse au référendum annoncé par le gouvernement et qui portera sur les « grandes questions nationales actuelles ». Le contre-référendum du mouvement, comme tous les référendums dans l'histoire de la Grèce moderne, porte sur le type de régime et s'adresse, curieusement, aussi aux Grecs de la diaspora. Le mouvement appelle à une « élaboration des propositions qui amélioreront, changeront ou renverseront les institutions démocratiques et le

4 Selon quelques camarades grecs, beaucoup de gens qui, dans l'assemblée populaire, ont voté pour le blocage du parlement aux journées de grève n'ont quand même pas défendu leur décision. Ils ont laissé les autres se bagarrer avec les CRS: <http://www.magmaweb.fr/spip/spip.php?article520>

5 Aucune réflexion sérieuse sur les causes de la défaite du mouvement n'a été faite.

régime du pays» et, aussi, à l'« élaboration de propositions afin d'affronter à la fois la dette et les effets de la crise économique de façon qui sera profitable au peuple ». Bien que mise en avant par le mouvement pendant plus d'un mois, la démocratie directe reste absente des thématiques du contre-référendum.

De l'autre côté, des questions majeures qui auraient dû concerner tout mouvement radical sont restées à la porte de Syntagma. Le discours dominant était caractérisé par un clivage profond entre « nous » les Grecs et « eux » les autres, les centres de décision de l'Europe et du FMI et leurs collaborateurs, les politiciens grecs qui nous ont « trahis ». À les entendre, et malgré les appels à des journées de mobilisation paneuropéennes, la crise ne serait pas un problème international, elle ne frapperait pas les autres peuples. La nécessité d'une réponse internationale face à une crise qui touche toute la planète ne semble pas avoir préoccupé ce mouvement. Au lieu de demander l'abolition de l'UE en tant qu'instance de domination et d'exploitation, par exemple, on s'est borné à demander que la Grèce en sorte. Corrélativement, la question du changement de paradigme, de mode de vie, face à des problèmes comme la destruction écologique de la planète et la nécessité d'une gestion différente des ressources naturelles n'ont pas été abordées en tant que questions politiques mondiales, mais plutôt dans des perspectives de bien-être personnel.

L'hystérie à vouloir chasser immédiatement la classe politique sans en même temps s'appliquer à élaborer un projet politique concret pose problème. Ni l'assemblée populaire ni les commissions de politique et d'économie ne sont parvenues à fournir une réponse cohérente à la question la plus cruciale en ce moment : quel régime mettre à la

place de celui-ci ? Aucune idée claire de la démocratie directe n'a été formulée et les divers défauts profonds touchant au fonctionnement de l'assemblée (le manque de responsabilité déjà évoqué, le temps restreint qui ne permettait pas le développement de l'argumentation, l'absence de rotation quotidienne des participants au secrétariat de l'assemblée) ne nous rassurent pas quant à la conception que les gens en avaient.

Plus décevant encore a été l'acharnement du mouvement contre toute idéologie politique. Les gens devaient se dépouiller de leur identité politique, donc de leur parcours et de leur histoire, afin d'entrer dans le mouvement. Mais cette demande de faire table rase du passé est à la fois impossible, non pertinente et dangereuse. Elle est impossible parce qu'elle ne tient pas compte du fait que les idées ne sont pas abandonnées sans une contre-argumentation cohérente et persuasive ; elle n'est pas pertinente parce qu'elle ignore aussi l'importance du dialogue ouvert et de l'échange d'idées. Ainsi, elle s'auto-invalide. Elle est dangereuse enfin parce que, malgré son acharnement contre les tactiques de noyautage des mouvements par les partis politiques, elle laisse le champ ouvert aux bureaucrates de toute sorte et leur permet de chapeauter le mouvement, chose qui s'est effectivement produite, au moins après un certain temps.

Conclurait-on que le mouvement a obéi à la logique des « démocraties » populaires du passé qui imposaient le bâillonnement des opposants comme condition d'accès à leur démocratie ? Il semble que, malgré l'échec de sa revendication principale, ce mouvement ait connu un succès relatif dans la formation, ou plutôt la survie, d'une mouvance « patriotique-nationale ». Les discours moralistes, la fustigation de tous les partis politiques comme responsables

de l'état actuel du pays, érigée en acharnement contre toute forme d'organisation politique, la volonté de faire table rase du passé et en même temps l'impossibilité de faire le deuil de la société d'abondance et de consommation, l'aspiration à un nouveau commencement, le dépouillement de l'individu de toute identité politique autre que celle du simple citoyen suggèrent que le mouvement de Syntagma a implicitement aspiré à sauver ce que la crise financière menace d'effacer: d'un côté l'unité du peuple, menacée par l'état lamentable du pays et par les conflits sociaux qui, surtout après les événements de décembre 2008 se sont aggravés et, de l'autre, la prospérité et la puissance économique du pays.

En ce moment (30 août), la situation en Grèce est indécise. On entend que le gouvernement projette à transformer son referendum en législatives jusqu'à la fin de l'automne et qu'en même temps la droite se prépare pour un éventuel gouvernement de coalition. Sur la presse

de la gauche réformiste sont apparus récemment des articles proposant un régime d'urgence, avec un premier ministre technocrate à des autorités renforcées, qui serait contrôlé par le Parlement, afin de faire sortir le pays de l'impasse. De l'autre côté, des militaires en retraite préparent un nouveau parti politique. La sortie de l'euro dans l'avenir proche ne semble pas possible, des nouvelles mesures d'austérité sont en cours d'élaboration, la colère et l'indignation du peuple s'accroissent. De l'autre côté, le mouvement des places a perdu sa première bataille et il n'a pas pu convaincre la société quant à ses visées, sa détermination et son efficacité. Ainsi, la rentrée posera un double défi: reprendre la mobilisation sur le mode de l'auto-organisation (syndicats de base, structures de coordination nationale, assemblés de quartiers) et lutter à la fois pour qu'elle soit étendue et approfondie dans le travail et la vie quotidienne.

Thersite

LA LIBERTÀ NON SI MENDICA...



Foto: Pedro Valliera, Polho, Chiapas, gennaio 1998

★ COLLETTIVO ZAPATISTA LUGANO - CSOA IL MOLINO - CH-6952 CANOBBIO - tel./fax 0041 91 942 12 20 e-mail: molino@cybernet.ch ★